

L'inflation, ennemi public numéro un de Pékin

Les autorités craignent une hausse des prix génératrice d'inégalités sociales.

LA RÉACTION A ÉTÉ IMMÉDIATE. À peine les médias chinois ont-ils rapporté lundi que les groupes Unilever, Liby, Procter & Gamble et Nice Group augmenteront de 5 % à 15 % le prix de certains articles, le mois prochain, que les rayons de magasins ont été vidés. Ces scènes qui se sont notamment déroulées à Shanghai et Nanjing constituent précisément le cauchemar du gouvernement central : une inflation incontrôlable, liée à l'envolée des prix des matières premières, érodant le pouvoir d'achat des ménages et alimentant leur mécontentement au moment même où les autorités tentent de dynamiser la demande intérieure.

Au cours des dernières années, « la consommation a été le maillon faible de la croissance au profit des investissements », note Françoise Lemoine, économiste senior au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII). « Or, rééquilibrer la

croissance est l'objet même du nouveau plan quinquennal résume cette spécialiste de la Chine. Voilà deux semaines, l'Assemblée populaire nationale, le Parlement chinois, a adopté le plan 2011-2015. A cette occasion, a été rappelé l'objectif de croissance annuelle de 7 %, contre 7,5 % lors du plan 2006-2011. Une cible que les économistes jugent conservatrice. En 2010, le produit intérieur brut du pays a bondi de 10,3 %.

Les conjoncturistes sont en revanche convaincus de la détermination du gouvernement à améliorer le niveau de vie des Chinois. « Le rééquilibrage est considéré par Pékin comme une stratégie économique et une nécessité sociale », souligne Françoise Lemoine. « Les autorités visent une progression des salaires de 13 % par an au cours des cinq prochaines années, par rapport à des augmentations annuelles de l'ordre de 10 % dans le passé. On ne s'attendait pas à un objectif si élevé », remarque pour sa part Mandy Chan, responsable de la gestion actions chinoises chez HSBC Global Asset Management.

Pour « contribuer à résoudre le manque d'harmonie sociale du pays », 30 millions de logements sociaux vont aussi être construits, dont 10 millions cette année, se félicite Mandy Chan. Cette politique doit calmer les prix de l'immobilier sans toutefois briser la vitalité du bâtiment. Pour juguler l'inflation, la Chine a par ailleurs augmenté à trois reprises les taux d'intérêt au cours des derniers mois et a relevé neuf fois le taux de réserves obligatoires des banques. Il y a urgence : en février, l'indice des prix à la consommation a bondi de 4,9 % dépassant l'objectif officiel de 4 % par an. Ce combat pourrait servir la cause des politiques et industriels occidentaux qui dénoncent la faiblesse du yuan. « Pour lutter contre l'inflation, le gouvernement pourrait aussi laisser le yuan s'apprécier, car cela réduirait notamment le coût des matières premières importées », prévient Françoise Lemoine.

Éric CHAUMET